



LE PREMIER 'CHIEF ARTIFICIAL INTELLIGENCE OFFICER' (CAIO) EST NOMMÉ



Le Groupement Suisse des Conseils en Gestion Indépendants—GSCGI—est votre Groupement Professionnel Indépendant qui:

- ▶ Depuis 30 ans, défend auprès des autorités compétentes les intérêts de ses Membres et de leurs professions, les représente en Suisse (DFF, SFI, FINMA & Parlement), en Europe (via la FECIF) et mondialement (via la CIFA).
- ▶ Propose d'importantes solutions utiles pour ses Membres, telles que:
 - ❑ service juridique
 - ❑ plan-cadre d'assurance RC professionnelle
 - ❑ contrat-type de gestion discrétionnaire
 - ❑ contrat-type de conseil financier
 - ❑ accord-cadre de formation continue avec l'AZEK
 - ❑ accord-cadre avec BRP SA pour les risques 'Cross-Border' et 'Suitability'
 - ❑ accord-cadre avec The Key SA pour le système PMS 'Efficience'
 - ❑ accord-cadre avec Wecan Group et la Blockchain Association for Finance (BAF)
 - ❑ permanence fiscale
 - ❑ solutions externes pour les services de compliance officer et risk control manager
 - ❑ conférences mensuelles éducatives
- ▶ Publie le WealthGram, magazine 'en ligne' mensuel de ses Membres. Tout ce qui est important et utile à connaître sur les investissements et leur analyse, l'environnement réglementaire, la fiscalité, la jurisprudence, etc., vous est présenté chaque mois dans ce magazine. Éditions récentes...



Editeur: G S C G I

7, rue François Versonnex
CH - 1207 Genève/Suisse
Tél. +41 (0) 22 736 18 22
secretariat@gscgi.ch

Les informations contenues dans le présent document sont basées sur des articles obtenus auprès des auteurs, des services statistiques reconnus, des rapports ou communications des auteurs, ou d'autres sources jugées fiables. Toutefois, ces informations n'ont pas été vérifiées par le GSCGI, et le GSCGI ne fait aucune déclaration quant à leur exactitude ou leur exhaustivité. Toute déclaration de nature non factuelle ne constitue que des opinions courantes, qui sont sujettes à changement.

Information contained herein is based on articles obtained from the authors, recognized statistical services, issuer reports or communications, or other sources, believed to be reliable. However, such information has not been verified by GSCGI, and GSCGI does not make any representation as to its accuracy or completeness. Any statement nonfactual in nature constitute only current opinions, which are subject to change.

Advisory Committee Director,
Maquette & Réalisation:
Cosima F. Barone
www.finarc.ch
c.barone@finarc.ch

- | | |
|---|--|
| <p>2 LE GROUPEMENT EN BREF
Le Groupement Suisse des Conseils en Gestion Indépendants—GSCGI—est votre Groupement Professionnel Indépendant.</p> <p>4 ÉDITORIAL
Autorisés/FINMA—Comment protéger votre profession—Le Conseil du GSCGI</p> <p>5 LE SPONSOR DE MAI 2024
GSCGI—Le premier 'Chief Artificial Intelligence Officer' (CAIO) est nommé—Cosima F. Barone—Membre du Conseil</p> <p>6 LES MEMBRES PARTENAIRES DU GSCGI
Retrouvez ici, dans la prochaine édition, les Membres Hermès-Elite du GSCGI.</p> <p>... LES ANNONCES DES MEMBRES DU GSCGI
TBA</p> <p>7 LE GSCGI EN EUROPE & MONDE
FECIF informs...
— latest information from: European Council, Council of the EU, EIOPA, ESMA.</p> <p>10 LE GSCGI EN EUROPE & MONDE
CIFA informs...
— Leftist Governments (and the IMF) Pushing Global Wealth Tax, Dan Mitchell</p> <p>12 JURISTES, FISCALISTES & JURISPRUDENCE
— Séquestre de la banque contre ses clients
— Gestion de fortune: Approbation des investissements contraires à la stratégie de placement
— Rétrocessions et execution only: La saga qui devient un feuilleton
— Blanchiment d'argent au moyen d'actifs digitaux</p> | <p>20 ASSURANCE RC PROFESSIONNELLE
Plan-Cadre d'Assurance Responsabilité Civile Professionnelle pour les Membres du GSCGI.</p> <p>21 IN GLOBO
Various by CFB</p> <p>23 ANALYSES & PLACEMENTS
— Est-il opportun de réinvestir sur les marchés chinois? Manuel de Acevedo—Stratégie Finance—Membre du GSCGI
— Navigating the 2024 Bitcoin Halving: Implications and Insights. CRYPTO FINANCE—Membre du GSCGI</p> <p>27 LE COIN TECHNIQUE
10-Year U.S. Treasury Yield Index: Stalling Soon, Ready for a Decline?—BEST—Membre du GSCGI</p> <p>29 LES CONFÉRENCES DES AMIS DU GSCGI
— Konferenz—SPHERE—Zürich—Baur au Lac—30. Mai 2024—8:30 Uhr bis 14:00 Uhr
— Conférence—SPHERE—Genève—Espace Fert—Vendredi 31 Mai 2024—08h30/14h00</p> <p>31 LES CONFÉRENCES MENSUELLES DU GSCGI
— GSCGI—GE: 24 Juin 2024—11h30/14h00—Fairmont Grand Hotel Geneva</p> <p>... LA CONFÉRENCE MENSUELLE DU GSCGI
<i>tba</i></p> <p>32 BOOK REVIEW
The Unfinished Quest: India's Search for Major Power Status from Nehru to Modi, by T.V. Paul</p> <p>33 CLIN D'OEIL À L'HISTOIRE
Is the currently stronger U.S. Dollar Index a harbinger of future crises?—Cosima F. Barone—FINARC SA—Membre du GSCGI</p> <p>34 LE SPONSOR DE MAI 2024
GSCGI—Groupement Suisse des Conseils en Gestion Indépendants—www.gscgi.ch</p> |
|---|--|

AUTORISÉS/FINMA—COMMENT PROTÉGER VOTRE PROFESSION

Le Conseil du GSCGI

*Le GSCGI vous invite à répondre à ce questionnaire
en ligne — www.gscgi.ch/survey — avant le 31 mai 2024*

QUESTIONNAIRE — Autorisé(e)s — LSFIn-LEFin

Veuillez répondre avant le 31 mai 2024 — www.gscgi.ch/survey

Après trois ans de la mise en application des lois LSFIn-LEFin, avez-vous été confronté(e) à des incohérences au niveau...

- ☐ du processus d'autorisation en général?
Lesquelles?
- ☐ du processus d'autorisation et niveau de risque élevé sans raison?
Spécifier... ..
- ☐ de la surveillance prudentielle et du double échelon des coûts?
Spécifier... ..
- ☐ de la surveillance prudentielle et des multiples obligations d'annonce et du double échelon des coûts s'y rapportant?
Spécifier... ..
- ☐ de la surveillance prudentielle et niveau de risque d'un segment de votre activité résultant dans l'audit de toute votre activité sous un angle de risque plus élevé?
Spécifier... ..
- ☐ Avez-vous externalisé le 'Compliance LBA' et le 'contrôle des risques'?
Oui ☐ Non ☐
Est-ce à la demande de la FINMA? Oui ☐ Non ☐
Spécifier... ..
- ☐ AUTRES
.....
.....
.....

Nous retourner SVP ce questionnaire dûment rempli au:
GSCGI, Rue François-Versonnex 7, CH - 1207 Genève
ou par email: secretariat@gscgi.ch

MERCI DE VOTRE AIMABLE CONTRIBUTION
À LA DÉFENSE DES PROFESSIONS INDÉPENDANTES
DE LA PLACE FINANCIÈRE SUISSE !!!

Par avance, nous vous remercions de bien expériences et vous confirmons que leur source vouloir nous faire part de vos observations et sera anonimisée.

Le premier 'Chief Artificial Intelligence Officer' (CAIO) est nommé

Cosima F. Barone—Membre du Conseil—GSCGI

CAIO est le nouvel acronyme qui s'ajoute à la longue liste du monde de la finance.

C'est bien le régulateur des marchés de produits dérivés "Commodity Futures Trading Commission (CFTC)" qui ouvre ce chemin en nommant, le 1er mai dernier, Ted Kaouk au rôle de responsable des données et de l'intelligence artificielle ... [Chairman Behnam Designates Ted Kaouk as the CFTC's First Chief Artificial Intelligence Officer.](#)

Le Président Rostin Behnam commente sa décision comme suit:

«L'amélioration de l'analyse des données et de l'intelligence artificielle a le potentiel de transformer les capacités à long terme de la CFTC en matière de contrôle, de surveillance et d'application de la loi sur les marchés des produits dérivés. Comme l'une de mes principales priorités, la CFTC s'est profondément engagée dans des efforts visant à déployer une stratégie de données d'entreprise et d'intelligence artificielle pour moderniser les compétences du personnel, instiller une culture axée sur les données, et commencer à tirer parti de l'efficacité de l'IA en tant que régulateur innovant des marchés financiers. Ted possède l'expérience technique et de leadership requise pour diriger et mettre en œuvre la feuille de route de la CFTC en matière de données et d'IA à ce stade critique afin d'obtenir les meilleurs résultats pour la CFTC et ceux qu'elle sert.»

Le Wall Street Journal a été le vénérable média qui en a diffusé la nouvelle dans son article "[U.S. Financial Markets Regulator Names First Chief Artificial Intelligence Officer](#)", datée du 1er mai 2024.

L'auteur, Mengqi Sun, commente que la nomination du 1er CAIO au monde serait une réponse à l'initiative de l'administration Biden visant à régir l'utilisation de l'IA au sein du gouvernement fédéral.

En effet, à la fin d'octobre 2023, suspectant la survenance d'importants risques pour la sécurité nationale, la sécurité économique nationale, ou la santé et la sécurité publiques nationales, l'administration Biden a invoqué des pouvoirs fédéraux d'urgence pour assurer la surveillance de nouveaux systèmes puissants d'intelligence artificielle, dans le cadre d'un nouveau décret visant à limiter les risques liés à cette technologie considérée disruptive.

Rappelons nous que: (1) le Financial Stability Oversight Council a, pour la première fois dans son dernier rapport annuel, identifié l'IA comme une 'vulnérabilité'; (2) Janet Yellen, secrétaire au Trésor, qui préside également le FSOC, a qualifié l'IA de 'menace émergente' pour la stabilité financière tant son utilisation par les banques, les investisseurs et les autres acteurs des marchés financiers devrait continuer à augmenter; et (3) Gary Gensler, qui préside la Securities and Exchange Commission (SEC) et siège également au FSOC, envisage une intervention rapide des régulateurs pour en maîtriser les risques, afin de prévenir que l'IA ne déclenche une crise financière dans les dix ans à venir.

Il est également intéressant que Warren Buffett en ait parlé ce même week-end en ces termes: «Nous avons laissé sortir un génie de la bouteille en développant des armes nucléaires. L'IA est un peu la même chose: elle est en partie sortie de la bouteille». Il a aussi dit ceci au sujet des 'deepfakes': «Si je souhaitais investir dans l'escroquerie, ce serait le secteur le plus porteur de tous les temps.»

De toute façon, la nomination de Ted Kaouk par la CFTC marque l'importance de l'intelligence artificielle (AI) aussi dans ce monde si complexe de la finance mondiale. Bien entendu, vu sous l'angle des régulateurs, cela infère toujours plus de régulation, qui hélas finira par asphyxier les acteurs de ce secteur!



BCGE



BCV



**EDMOND
DE ROTHSCHILD**



SOCIETE GENERALE
Corporate & Investment Banking



Le Groupement apprécie beaucoup la fidélité des ses Membres Partenaires et tient à les remercier de leur précieuse collaboration et de leur contribution (sponsorship et articles) au succès du WealthGram.

Retrouvez ici, dans la prochaine édition, les Membres Hermès-Elite du GSCGI.

FECIF INFORMS...

Paolo Recaldini & Cristiano M. Carvello | Analysts
Cattaneo Zanetto Pomposo & Co. | Rome | Milan | Brussels
www.cattaneozanetto.it

FECIF—NewsFlash—74/2024—European Council: Letta Report on the Single Market

EXECUTIVE SUMMARY—The Enrico Letta's Report "Much more than a market" has been examined in a Cattaneo Zanetto Pomposo & Co. Summary dated 17 April 2024. Moreover, a joint press conference was held in the late morning (same day) attended by Enrico Letta and the European Council President Charles Michel.

ANALYSIS—The main points are the following:

- Enrico Letta reiterated that tomorrow the report will be presented to the leaders of the member states.
- He then stressed that the report was drafted following a bottom-up approach and reaffirmed the importance of the three pillars mentioned by the President of the European Council, namely energy, telecommunications and financial markets.
- He added some comments regarding the "fifth freedom" addressed in the report, focusing on research, innovation, knowledge and education.
- Finally, he addressed the need to promote a framework that favors SMEs, which are particularly disadvantaged by the current fragmentation of the single market.

SOURCES—The CZP&Co.'s Summary (PDF) is available upon request from either GSCGI or FECIF.

* * *

FECIF—NewsFlash—71/2024—Council of the EU: Belgian Presidency Note on FIDA

EXECUTIVE SUMMARY—The the Belgian Presidency of the Council of the EU has issued a note on the proposal for a regulation on access to financial data

(FIDA) in view of today's (10 April 2024) Working Group meeting.

ANALYSIS—It contains the following information:

- No clear majority emerged in favour of the market- or legislator-driven approach. Although the market-driven approach was seen as the preferred option by some Member States, and a relative majority of Member States were open to the idea, a lack of clarity as to how it would work in practice was underlined.
- Several member states reiterated the need to set a definitive deadline by which all scope data would be accessible and to introduce milestones and fallback options.
- At today's meeting, the member states' attachés will discuss Chapter IV, the Financial Data Sharing Schemes (FDSS) and the corresponding Articles 9, 10 and 11. They will also discuss the issue of gatekeepers' data.

SOURCES—The note of the Belgian Presidency is available upon request from either FECIF or GSCGI.

* * *

FECIF—NewsFlash—68/2024—Council of the EU: Belgian Presidency compromise proposal on RIS

EXECUTIVE SUMMARY—Today (4 April 2024), we learnt from our contacts that the Belgian Presidency of the Council of the EU plans to propose a new compromise on the Retail Investment Directive (RIS) to the Member States during the next meeting of the Working Party on Financial Services on 8 April.

ANALYSIS—The Belgian Presidency's compromise proposal concerns the regulation of insurance-based retail financial investment products ('PRIIPS'). The

FECIF INFORMS...

planned amendments concern in particular:

- immediate annuities without a surrender phase;
- the exclusion of non-equity securities issued by non-financial companies;
- the term '*appropriate performance scenarios*';
- the pre-contractual information to investors on the total costs of a PRIIP and the role of the European financial supervisory authorities;
- key information documents (KIDs);
- the implementation of the regulation within 24 months of the entry into force of its revision.

The Belgian Presidency is also expected to propose a compromise on the assessment of the suitability and appropriateness of financial instruments and investment services in the Markets in Financial Instruments Directive (MiFID) and the Insurance Distribution Directive (IDD).

Finally, the Belgian Presidency announced a presentation of the German and Danish experiences with regards to Value for Money (VfM).

SOURCES—The note of the Belgian Presidency is available upon request from either FECIF or GSCGI.

* * *

FECIF—NewsFlash—67/2024—EIOPA: Public consultation on natural catastrophe risk reassessments in the standard formula

EXECUTIVE SUMMARY—The European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA) launched yesterday a public consultation on reassessing natural catastrophe risks in the standard formula. EIOPA's review of the parameters aims to better capture the risks stemming from perils such as earthquake, flood, hail and windstorm based on new insights,

new data and new models that have come online since the last reassessment in 2018. The deadline for the submission of comments is 20th June 2024.

ANALYSIS—Natural catastrophes are becoming more frequent and more severe across Europe due to climate change. Against this development – and with a view to ensuring the continued protection of policyholders and the stability of the EU's insurance market – it is important that insurers' capital requirements for natural catastrophe underwriting risk continue to reflect the expected impact of climate change.

EIOPA has therefore reviewed natural catastrophe parameters in the standard formula to see if previous parameters needed recalibrating in light of new evidence, but also to assess whether new perils or regions should be included.

As a result of the 2023/2024 (re)assessment exercise, EIOPA is proposing new risk factors for 25 perils/regions across five perils (flood, hail, earthquake, windstorm, subsidence). Flood risk, for instance, is to be (re)calibrated for 10 countries.

Additionally, EIOPA suggests including more countries in the standard formula for which certain natural catastrophe risks were previously not covered. Nine countries including the Netherlands, Ireland and Finland are slated to be added for flood risk.

Beyond the five perils already included in the standard formula, EIOPA is also monitoring emerging perils across Europe that could have a material impact on the region's insurance sector. EIOPA is considering including wildfire, coastal flood and drought in the future as new perils to be covered under the standard formula.

SOURCES—The consultation document is available [here](#). The link to send comments is available [here](#).

* * *

FECIF INFORMS...

FECIF—NewsFlash—66/2024—ESMA: Public consultation on Commission delegated regulation on Credit Rating Agencies Regulation

EXECUTIVE SUMMARY—The European Securities and Markets Authority (ESMA) today (2 April 2024), launched a consultation on proposed amendments to Commission Delegated Regulation (EU) No 447/2012 and to Annex I of the Credit Rating Agencies Regulation (CRAR). The deadline for sending feedback is 26 June 2024.

ANALYSIS—The objective of the proposals is to ensure a better incorporation of ESG factors in the credit rating methodologies and subsequent disclosure to the public, as well as to enhance transparency and credibility in the credit rating process.

In particular, they aim to:

- ensure that the relevance of ESG factors within credit rating methodologies is subject to systematic documentation;

Paolo Recaldini & Cristiano M. Carvello | Analysts
Cattaneo Zanetto Pomposo & Co. | Rome | Milan | Brussels
www.cattaneozanetto.it

- enhance disclosures on the relevance of ESG factors in credit ratings and rating outlooks;
- deliver a more robust and transparent credit rating process through the consistent application of credit rating methodologies.

As regards the **next steps**, ESMA will consider the feedback received to this consultation and will submit its Technical Advice to the European Commission by December 2024.

SOURCES—The Consultation paper is available [here](#). To respond, the link is available [here](#).



fecif

the European Federation of
Financial Advisers and
Financial Intermediaries

CIFA INFORMS...



LEFTIST GOVERNMENTS (AND THE IMF) PUSHING GLOBAL WEALTH TAX

Dan Mitchell—Member of CIFA's Advisory Board—www.cifango.org

URL Link: <https://danieljmittell.wordpress.com/2024/04/24/leftist-governments-and-the-imf-pushing-global-wealth-tax/>

When Joe Biden began his push for a [global corporate tax cartel](#) back in 2021, I [explained](#) why the idea was [very bad news](#) for the world's workers, consumers, and shareholders. And I pointed out it was [specifically bad news for developing nations](#) since they would be prevented from using good tax policy to encourage rapid growth. Most important, at least for purposes of today's column, I also told the BBC that a corporate tax cartel would be very dangerous since politicians would [quickly try to apply the same approach](#) to other types of taxes.

It's reprehensible that governments are trying to create a tax cartel to benefits politicians at the expense of workers and consumers. ...Once the principle is established that governments can create cartels to fleece taxpayers, it's simply a matter of time before tax rates increase and, moreover, it's simply a matter of time before they set up similar tax cartels for personal taxes.

—Dan Mitchell, BBC, June 5, 2021

Well, I was right.

As [reported](#) in Barron's, some of the world's greediest governments are now pushing a global wealth tax cartel. Here are some excerpts from the story by Daniel Avis...

Brazil, which is chairing the G20 this year, has been pushing for the group of nations which together account for 80 percent of the world's economy to adopt a shared stance... "Fair international taxation is not just a topic of choice for progressive economists, but a key concern at the very heart of macroeconomic management today," Brazilian finance minister Fernando Haddad said during an IMF event in Washington. "Without international cooperation, there is a limit to what states can do, both rich and developing ones," he added. ...Sitting alongside Haddad at the IMF event, French finance minister Bruno Le Maire renewed his calls for a global minimum tax... "The future of the world cannot be a race to the bottom," Le Maire said.

At IMF, Brazil And France Renew Push For 'Fairer' International Taxation

Haddad seems like a not-very-good person. He's been a political science professor, [according](#) to

Wikipedia, and he's authored some publications that suggest he's a leftist ideologue:

- *In Defense of Socialism*
- *Theses on Karl Marx*
- *Work and Language for the Renewal of Socialism*

This crank is now trying to set tax policy for the entire world!

Marcela Ayres and Andrea Shalal of Reuters also reported on Haddad's initiative, and their article noted the [predictably pernicious role](#) of the International Monetary Fund...

Brazil's proposal to tax the super-rich globally gained momentum among Group of Twenty members...with France's finance minister and the head of the International Monetary Fund backing a coordinated push to generate new revenue... IMF chief Kristalina Georgieva said... ensuring that the richest paid their fair share would mobilize funds... She said IMF research...also estimated that setting a minimum floor for carbon pricing could boost revenue by \$1.4 trillion a year. Brazil's proposal to tax super-rich gains momentum amid G20, next steps in July ...Gabriel Zucman, director of the European Tax Observatory, ...has proposed that very-high-net-worth individuals...pay at least the equivalent of 2% of their wealth in income tax each year. That would generate \$250 billion per year.

I can't resist pointing out that Ms. Georgieva (like [all IMF bureaucrats](#)) gets a very lavish salary that is [exempt from taxation](#). Yet this hypocritical parasite agitates for higher taxes on everyone else.

Fortunately, at least one major government is skeptical of this money grab. In a separate [report](#) from Reuters, Christian Kraemer and Maria Martinez note that Germany's Finance Minister is not a fan.

CIFA INFORMS...



LEFTIST GOVERNMENTS (AND THE IMF) PUSHING GLOBAL WEALTH TAX

Dan Mitchell—Member of CIFA's Advisory Board—www.cifango.org

URL Link: <https://danieljmitchell.wordpress.com/2024/04/24/leftist-governments-and-the-imf-pushing-global-wealth-tax/>

German Finance Minister Christian Lindner rejected on Thursday Brazil's proposal to tax the super-rich, indicating a challenging path for it to gain widespread G20 support. ...Speaking after meeting U.S. Senator Bernie Sanders on Thursday, Brazil's Finance Minister Fernando Haddad said of Lindner's opposition to the proposal: "He will change (his mind)." Sanders said he "strongly" supports the proposal... But the Brazilian government is aware that other countries like Japan and Italy have shown resistance to the initiative, added the source. ...Le Maire said that moving to tax the rich was the logical next step for a series of global taxation reforms launched in 2017, including agreement on a global corporate minimum tax.

German finance minister rejects Brazil's proposal to tax super-rich

Let's hope Germany holds firm, and that Japan and Italy also are on the right side. But I worry because the statist countries will be relentless.

Remember, the corporate tax cartel seemed crazy when it was first proposed about 10 years ago. But the left kept pushing and now it's in the process of being implemented. I worry the same thing will now happen with a global wealth tax cartel.

P.S. The corporate tax cartel seemed crazy because [it is crazy](#) (assuming one wants [more prosperity](#)).

P.P.S. It was nice of Monsieur Le Maire to confirm what I told the BBC about the corporate tax cartel being [the first step](#) on the path to other tax cartels.

P.P.P.S. I have not bothered to make the economic case against the wealth tax in this column, but feel free to click [here](#), [here](#), [here](#), and [here](#) for that type of analysis.

Dan Mitchell
Founder & Chairman
Center for Freedom and Prosperity

TRUSTING 2020-2021 is available here:

https://cifango.org/welcome/cifa_magazine_details/15



www.cifango.org

SÉQUESTRE DE LA BANQUE CONTRE SES CLIENTS

Romain Dupuis—Centre de droit bancaire et financier—<https://cdbf.ch/1341/>

Exigences (élevées) relatives à la vraisemblance de la créance

La banque qui souhaite obtenir un séquestre à l'encontre de ses clients afin de recouvrer un découvert résultant d'un appel de marge infructueux et d'une liquidation de positions doit rendre sa créance vraisemblable au moyen d'explications et de pièces détaillées. À défaut, le juge doit refuser – ou révoquer – le séquestre (arrêt du Tribunal fédéral [5A_515/2023](#) du 23 février 2024).

Le litige ayant donné lieu à cet arrêt trouve sa source dans un crédit lombard accordé par une banque zurichoise à deux époux domiciliés aux Émirats Arabes Unis afin de permettre à ces derniers de procéder à des placements financiers. Ce crédit est garanti par des placements déposés par les époux auprès de la banque.

En raison d'une perte de valeur des placements en question ayant conduit à une couverture insuffisante des crédits, et après un appel de marge infructueux, la banque liquide les placements. Le produit de liquidation est toutefois insuffisant pour rembourser le crédit, de sorte qu'un découvert de près de CHF 5 millions subsiste.

La banque requiert alors – et obtient – le séquestre des avoirs des époux détenus auprès d'un autre établissement bancaire de la place. Sur opposition, l'ordonnance de séquestre est toutefois révoquée, faute pour la banque d'avoir rendu sa créance suffisamment vraisemblable. Cette décision est confirmée sur recours par l'*Obergericht* zurichois.

Dans son recours au Tribunal fédéral, la banque – en sus d'un grief de nature procédurale relatif à la recevabilité de ses déterminations qui n'est pas abordé dans le présent commentaire – se plaint des exigences excessivement élevées des juridictions zurichoises quant à la vraisemblance de la créance.

Après un rappel des principes applicables en matière de vraisemblance, de fardeau de l'allégation et de fardeau de la preuve, le Tribunal fédéral passe à l'analyse du cas d'espèce (sous l'angle de l'arbitraire ; cf. [art. 98 LTF](#)).

Se fondant sur l'arrêt de l'*Obergericht*, le Tribunal fédéral constate que la créance alléguée par la banque résulte de différents postes: (1) le crédit accordé aux époux, (2) le découvert résultant de la perte de valeur des placements fournis en garantie et (3) le produit de liquidation des placements et autres avoirs des époux déposés auprès de la banque.

Notre Haute Cour expose ensuite le raisonnement de l'*Obergericht*, que l'on peut résumer très simplement de la manière suivante: le créancier ne peut se contenter d'alléguer le montant total de sa créance, mais doit au contraire présenter et établir le calcul des différents postes de manière suffisamment étayée, afin de permettre une contestation détaillée.

En prenant l'un après l'autre les différents postes, le Tribunal fédéral émet les commentaires suivants:

1. **En lien avec le crédit:** dans la mesure où il ne s'agit pas d'un crédit unique retiré en une seule fois, mais d'un solde de différents montants de crédit utilisés à différents moments et en lien avec différentes transactions financières (dans le cadre de la limite autorisée), il n'est pas arbitraire d'exiger de la banque créancière plus de détails que le montant total du solde. La banque doit ainsi exposer comment ce montant a été obtenu en établissant la façon dont le crédit a été utilisé et a évolué au fil du temps.
2. **En lien avec la perte de valeur des placements et le découvert en résultant:** il n'est pas arbitraire d'exiger de la banque davantage que la simple

SÉQUESTRE DE LA BANQUE CONTRE SES CLIENTS

Romain Dupuis—Centre de droit bancaire et financier—<https://cdbf.ch/1341/>

allégation d'une valeur de nantissement totale. La banque créancière doit au contraire décomposer les différentes positions déposées en garantie, à tout le moins par catégorie de placement. Ce n'est que de cette manière que la banque pourra établir une valeur de nantissement « crédible » lui permettant de justifier (i) le découvert, (ii) l'appel de marge en résultant et (iii) la liquidation faisant suite au non-respect de l'appel de marge.

3. **En lien avec le produit de liquidation:** là encore, il n'est pas arbitraire d'exiger que la banque expose de manière détaillée comment elle est parvenue au montant de sa créance. Elle doit ainsi exposer (i) toutes les positions liquidées (soit – en l'espèce – aussi bien les produits dérivés OTC que les actions et obligations), (ii) le résultat de la liquidation et (iii) la compensation de ce résultat avec le découvert pour arriver au montant de la créance invoquée. Ce faisant, la banque ne peut se limiter à renvoyer à un relevé de compte faisant apparaître une « multitude de transactions », dans la mesure où il n'appartient ni au juge ni au débiteur de rassembler eux-mêmes les différentes informations figurant sur un tel document afin de reconstituer le montant total. Les pièces produites doivent permettre de vérifier le calcul de compensation effectué par la banque.

Le Tribunal fédéral estime que la banque créancière n'a pas satisfait à ces exigences. Cette dernière n'a ainsi pas suffisamment étayé la composition et l'évolution des crédits invoqués, la valeur de nantissement des positions fournies en garantie et

le calcul permettant de parvenir au montant de la créance. Les pièces produites, dont certaines réservées à l'usage interne de la banque, ne permettent pas de reconstituer précisément les différentes étapes ayant mené à la créance invoquée et de vérifier le calcul de compensation effectué pour parvenir au résultat final. En conséquence, c'est à bon droit que l'*Obergericht* a confirmé la révocation du séquestre. Deux remarques en guise de conclusion:

- ➔ Le Tribunal fédéral examine la décision de l'*Obergericht* zurichois sous l'angle de l'arbitraire uniquement. S'il estime en l'espèce que le raisonnement de cette juridiction ne souffre pas d'arbitraire, il n'en demeure pas moins que certaines disparités cantonales subsistent en matière de séquestre, de sorte que les pratiques ne sont pas identiques partout en Suisse.
- ➔ En revanche, bien que la vraisemblance implique une réduction du degré de preuve, le créancier séquestrant n'est pas pour autant dispensé du fardeau de l'allégation et de la preuve. L'obligation de décomposer l'état de fait en faits individuels de manière suffisamment complète et claire pour qu'il soit possible d'en administrer la preuve et d'y opposer la contre-preuve demeure. En matière bancaire, cette obligation impose à l'avocat d'exposer de manière détaillée les différentes transactions impliquées, souvent complexes, et de produire directement toute la documentation permettant de reconstituer le calcul des montants allégués.



CENTRE DE DROIT
BANCAIRE ET FINANCIER

GESTION DE FORTUNE: APPROBATION DES INVESTISSEMENTS CONTRAIRES À LA STRATÉGIE DE PLACEMENT

Sébastien Pittet—Centre de droit bancaire et financier—<https://cdbf.ch/1339/>

Le gestionnaire de fortune qui ne respecte pas la stratégie de placement conservatrice convenue avec son client ne viole pas ses obligations contractuelles si le client a valablement approuvé les investissements (arrêt du Tribunal fédéral [4A_507/2023](#) du 29 février 2024).

Dans cet arrêt, le client consulte un gestionnaire de fortune pour gérer une partie de ses avoirs. Au fur et à mesure des années, le client contracte trois relations de gestion différentes avec le prestataire. Pour la troisième relation, qui a donné lieu au litige, le contrat de gestion stipule que l'objectif du placement est la préservation du capital à moyen terme et l'investissement principalement dans des fonds négociables et des produits de couvertures. Selon le Tribunal de première instance zurichois, cette stratégie doit être qualifiée de conservatrice.

La relation se déroule bien pendant plusieurs années, jusqu'à ce que le client subisse des pertes importantes entre 2007 et 2010. Il résilie alors le mandat de gestion puis intente une action en dommages-intérêts contre le gestionnaire de fortune à hauteur de CHF 718'018.-. Selon le client, le gestionnaire n'a pas respecté la stratégie de placement convenue, violant ainsi son devoir de diligence ([art. 398 al. 2 CO](#)).

Dans les faits, il appert que les investissements effectués par le gestionnaire n'étaient effectivement pas conformes à une stratégie de placement conservatrice. En effet, le portefeuille était composé d'une part croissante d'actions et de produits structurés, ce qui – selon le Tribunal de première instance zurichois – se rattache plutôt à une stratégie équilibrée.

Le gestionnaire ne réussit pas à démontrer en première instance que la stratégie de placement initiale conservatrice initialement convenue a été

modifiée. Les tribunaux doivent donc déterminer si le client a valablement consenti aux investissements non conformes à la stratégie de placement, le fardeau de la preuve incombant au gestionnaire.

Selon l'*Obergericht* zurichois, le client était expérimenté et disposait de connaissances en matière d'investissement. Il a été régulièrement informé des risques liés aux placements non conformes, par le biais des rapports de gestion et des multiples entretiens personnels avec des représentants du gestionnaire. Lors d'entretiens semestriels, le client discutait – pendant parfois plusieurs heures – des investissements effectués dans son portefeuille ainsi que d'éventuelles autres opportunités d'investissement. Il fournissait en outre régulièrement des suggestions de placement au gestionnaire.

En raison de ces éléments, le client avait, d'une part, connaissance des investissements non conformes à la stratégie d'investissement et, d'autre part, conscience des risques qui en découlaient. Selon l'*Obergericht*, les investissements non conformes ont donc été valablement approuvés – de manière éclairée («*informierte Genehmigung*») – par le client. Ce raisonnement convainc le Tribunal fédéral qui confirme la décision de l'instance cantonale et écarte les prétentions du client.

Deux éléments ont été déterminants dans cette affaire pour écarter la responsabilité du prestataire: (i) les connaissances et l'expérience du client en matière financière et (ii) l'information répétée du gestionnaire au client sur le contenu du portefeuille. Les conclusions de cet arrêt auraient ainsi probablement été différentes si le client n'avait pas eu les connaissances et l'expérience nécessaires pour comprendre les opérations financières effectuées par le gestionnaire ou s'il n'avait pas été régulièrement informé du contenu du portefeuille.

GESTION DE FORTUNE: APPROBATION DES INVESTISSEMENTS CONTRAIRES À LA STRATÉGIE DE PLACEMENT

Sébastien Pittet—Centre de droit bancaire et financier—<https://cdbf.ch/1339/>

Le Tribunal fédéral le précise, le cas d'espèce doit être distingué de la situation où un client inexpérimenté ratifie – par le mécanisme d'une clause de fiction de ratification contenue dans les conditions générales – les placements effectués par le prestataire. En effet, dans cet arrêt, non seulement le client était expérimenté, mais surtout les relevés de gestion étaient discutés de manière approfondie entre le client et des représentants du gestionnaire.

Pour éviter de devoir étudier la question d'une approbation a posteriori des transactions non conformes, il est recommandé au prestataire d'agir en amont du problème, en modifiant – avec l'accord du client – la stratégie de placement initialement convenue, le cas échéant en adaptant le profil de risque. Dans ces situations, le prestataire doit encore néanmoins garder à l'esprit qu'il ne peut pas s'écarter indifféremment du profil de risque du client (ou le modifier sans limite). En effet, lorsque la stratégie de placement souhaitée par le client s'écarte de son profil de risque, le prestataire a au minimum un devoir de mise en garde, qui découle de son devoir de diligence selon l'art. 398 al. 2 CO (sous l'angle réglementaire, l'[art. 14 al. 2 LSF](#) impose au prestataire un devoir de déconseiller le service inadéquat).

À l'extrême, si la stratégie de placement envisagée par le client s'écarte trop de son profil de risque, peut-être que le prestataire devrait même renoncer à fournir la prestation s'il ne souhaite pas s'exposer – sous l'angle du droit privé – à un risque trop important de responsabilité. Cette hypothèse n'était pas pertinente en l'espèce car la stratégie de placement équilibrée mise en place par le prestataire correspondait au profil de risque du client, en particulier à sa capacité objective au risque et à l'évolution de son appétence subjective aux risques.



CENTRE DE DROIT
BANCAIRE ET FINANCIER

RÉTROCESSIONS ET EXECUTION ONLY: LA SAGA QUI DEVIENT UN FEUILLETON

Philipp Fischer—Centre de droit bancaire et financier—<https://cdbf.ch/1338/>

Selon une expression populaire allemande, «*Totgesagte leben länger*» malgré leur fin maintes fois annoncée, les rétrocessions continuent à enrichir la jurisprudence civile du Tribunal fédéral. Les praticiens attendent toutefois toujours une prise de position définitive du Tribunal fédéral quant à l'éventuel devoir de restitution des rétrocessions dans le cadre des relations de type *execution only*. Las, ces espoirs ont été déçus dans l'arrêt présenté ici (TF [4A_496/2023](#) du 27 février 2024): «*Damit braucht auf die umstrittene Frage, ob grundsätzlich auch im Execution only-Verhältnis eine Pflicht zur Herausgabe von Retrozessionen besteht, nicht weiter eingegangen zu werden*» (consid. 4.2).

Cette décision a pour toile de fond une relation bancaire entre un client et sa banque, qui dure de décembre 2008 à juillet 2022. Selon la documentation bancaire, le client dispose d'une solide expérience en finance, y compris en matière de produits structurés et de *private equity*.

Le client n'a pas signé de mandat de gestion, mais la relation bancaire a inclus des conseils en placement, dans tous les cas à partir de 2018. Cela étant dit, il semblerait que le client ait principalement investi de sa propre initiative, plutôt que de suivre les propositions d'investissement émanant de la banque.

Au niveau documentaire, les Conditions générales de 2008 contenaient une simple référence à l'existence de rétrocessions. À partir de 2013, les Conditions générales ont détaillé les rétrocessions en fonction des produits (placements collectifs et produits structurés), ainsi qu'en fonction des actifs sous gestion (AUM) en ce qui concerne les relations de gestion de fortune et de conseil en placement.

Le client a cédé à une société spécialisée dans le recouvrement de créances ses éventuelles prétentions contre la banque en restitution de rétrocessions que celle-ci aurait encaissées. En

février 2022, la société de recouvrement a ouvert une action en remboursement de différents montants, perçus entre 2011 et 2021, auprès du *Handelsgericht* de Berne.

Dans sa décision du 6 septembre 2023, la Cour cantonale donne suite à la demande de remboursement pour les années 2011 et 2012, mais la rejette pour les années ultérieures. Saisi d'un recours en matière civile par la société de recouvrement, le Tribunal fédéral confirme la décision cantonale.

Dans son recours, la société de recouvrement avance trois arguments principaux:

1. Les Conditions générales n'ont pas été fournies au client, raison pour laquelle ce dernier n'a pas pu valablement renoncer à son droit à la restitution des rétrocessions.
2. La «règle de l'insolite» (*Ungewöhnlichkeitsklausel*) fait échec à l'application de la clause de renonciation figurant dans les Conditions générales.
3. Les Conditions générales ne remplissent pas les exigences jurisprudentielles pour une renonciation valable au droit à la restitution des rétrocessions.

Le *Handelsgericht* bernois a qualifié la relation entre le client et la banque comme étant une relation de type *execution only*, qui comprenait également des éléments subalternes de conseil en placement («*ein Execution only-Verhältnis mit untergeordneter Beratungskomponente*»). Sur la base des faits relatés dans la décision cantonale, la relation entre les parties doit probablement être désignée de relation de conseil «transactionnelle» (selon la terminologie de l'[art. 11 LSF](#)) et «ponctuelle» (selon la jurisprudence civile du Tribunal fédéral). Cela étant dit, les faits mettent également en lumière que les rétrocessions litigieuses concernent des investissements choisis par le client spontanément (et sans recommandation préalable de la banque).

RÉTROCESSIONS ET EXECUTION ONLY: LA SAGA QUI DEVIENT UN FEUILLETON

Philipp Fischer—Centre de droit bancaire et financier—<https://cdbf.ch/1338/>

L'analyse des tribunaux se concentre donc, à juste titre, sur le traitement des rétrocessions dans une relation de type *execution only*.

Comme indiqué, le Tribunal fédéral laisse ouverte la question de l'application de la jurisprudence relative à l'[art. 400 al. 1 CO](#) aux relations de type *execution only*. En revanche, le Tribunal fédéral retient que:

- le client avait reçu les Conditions générales dans tous les cas à partir de la version 2013 et avait donc pu en prendre connaissance.
- la clause de renonciation au droit à la restitution n'est pas « insolite », compte tenu des spécificités du cas d'espèce. L'expérience du client en matière financière semble avoir joué un rôle déterminant dans ce contexte.
- des informations relatives au mode de calcul et aux fourchettes (sous forme de pourcentages) des rétrocessions ont été fournies au client. Les fourchettes ont été indiquées en fonction des instruments financiers. S'agissant des services de gestion de fortune et de conseil en placement (nb : deux types de services financiers non pertinents en l'espèce), les fourchettes ont également été indiquées en fonction des AUM. Renonçant à circonscrire avec précision la teneur de l'information requise en matière d'*execution only*, le Tribunal fédéral retient qu'en l'espèce la société de recouvrement n'a pas réussi à démontrer que l'information fournie à partir de la version 2013 des Conditions générales était insuffisante. Par ailleurs, relève le Tribunal fédéral, le client avait la possibilité de demander des informations plus précises avant ou après avoir procédé aux investissements litigieux.

A notre sens, les enseignements suivants peuvent être tirés de cet arrêt:

1. Cet arrêt confirme que les principes retenus par le

Tribunal fédéral en matière de devoir de restitution, fondés sur l'[art. 400 al. 1 CO](#), s'appliquent à la gestion de fortune et au conseil en placement (pour un rappel de ces principes: Fischer, [cdbf.ch/1415](#)). Néanmoins, la question n'est toujours pas tranchée définitivement dans les relations de type *execution only* (ou à prédominance *execution only*).

2. L'on pourrait déceler dans cet arrêt une volonté du Tribunal fédéral d'accepter éventuellement un standard moins élevé pour la divulgation des rétrocessions en matière d'*execution only*. Comme indiqué, dans le cadre de la gestion de fortune, le Tribunal fédéral impose une divulgation du montant des rétrocessions en fonction des actifs sous gestion, ce qui, en toute hypothèse, n'est pas possible en pratique dans une relation de type *execution only* dans laquelle le client prend seul les décisions d'investissement.
3. En lien avec l'arrêt du *Handelsgericht* de Zurich ([HG210223-O](#) du 23 juin 2023 résumé in: Pittet, [cdbf.ch/1305](#)) qui refusait d'appliquer la «règle de l'insolite» pour mettre à néant une clause de renonciation aux rétrocessions, l'on peut retenir que la jurisprudence présentée ici arrive au même résultat, en se fondant sur le caractère sophistiqué du client. Pour des raisons qui semblent être de nature procédurale, la jurisprudence présentée ici n'analyse en revanche pas le champ d'application de l'[art. 8 LCD](#), la norme qui avait conduit à la nullité de la clause de renonciation dans l'arrêt précité du *Handelsgericht* de Zurich.



CENTRE DE DROIT
BANCAIRE ET FINANCIER

BLANCHIMENT D'ARGENT AU MOYEN D'ACTIFS DIGITAUX

Adrien Tharin—Centre de droit bancaire et financier—<https://cdbf.ch/1335/>

Adaptation de l'industrie financière malgré une utilisation croissante et une augmentation des risques

Le 28 février 2024, le Groupe de coordination interdépartemental sur la lutte contre le blanchiment d'argent et financement du terrorisme de l'Office fédéral de la police (Fedpol) a présenté son [second rapport](#) sur les risques de blanchiment d'argent liés aux actifs digitaux (à savoir des actifs numériques reposant sur la technologie blockchain tels que **Bitcoin** ou **Ethereum**). Ce rapport présente un intérêt pour les intermédiaires financiers actifs dans ce domaine – en particulier les fonctions de **compliance** – et propose différentes recommandations afin d'améliorer la lutte contre le blanchiment. Il permet également de mettre en lumière certaines difficultés rencontrées par les prestataires de services d'actifs digitaux.

Fedpol s'est appuyé principalement sur les dénonciations au MROS, diverses informations fournies par les autorités de surveillance, ainsi que divers rapports d'organisations internationales, analyses de marché et études académiques. L'autorité constate d'abord l'évolution rapide et significative de l'industrie financière liée aux actifs digitaux au cours des cinq dernières années et identifie quatre tendances principales en Suisse:

- Une augmentation du nombre et de l'importance des intermédiaires financiers offrant des services liés aux actifs digitaux (une dizaine de prestataires seulement en 2018 à plus de 204 au terme de l'année 2022, avec des volumes de transactions de plusieurs dizaines de milliards de francs).
- Une intensification de l'utilisation des actifs digitaux en Suisse, tant par les particuliers que par les entreprises, dans le domaine du trafic des paiements, de l'achat de biens et services, des investissements, ainsi qu'une convergence

croissante entre le secteur financier traditionnel et le secteur des actifs digitaux.

- Une augmentation du recours aux actifs digitaux pour des activités criminelles, tant en Suisse qu'à l'étranger, s'agissant pour la grande majorité des cas d'infractions individuelles (escroquerie) mais également des formes plus graves – mais plus rares – de criminalité organisée et transnationale, y compris le blanchiment.
- Une prise de conscience accrue et une connaissance plus approfondie des risques de blanchiment dans le secteur des actifs digitaux, se traduisant par une augmentation des dénonciations au MROS (celles liées aux actifs digitaux totalisant près de 14 % des dénonciations en 2022) et par un renforcement des normes internationales et nationales applicables aux actifs digitaux.

Le rapport évalue les risques de blanchiment en identifiant les menaces (telles que le recours aux actifs digitaux en lien avec les activités criminelles sur internet), les vulnérabilités (telles que l'insuffisance de données disponibles), ainsi que divers facteurs atténuants (tels que la transparence inhérente à la plupart des blockchains et une compréhension croissante du sujet par les autorités).

Une attention particulière est portée sur la **Travel Rule** et au caractère inégal de son implémentation par les états membres du GAFI. On rappellera que cette règle impose à l'intermédiaire financier d'identifier le **destinataire** – et non seulement l'initiateur – d'un transfert de valeurs. Celle-ci est déjà mise en œuvre en Suisse, mais de manière plus stricte que ne le préconisent les recommandations du GAFI (la Suisse

BLANCHIMENT D'ARGENT AU MOYEN D'ACTIFS DIGITAUX

Adrien Tharin—Centre de droit bancaire et financier—<https://cdbf.ch/1335/>

appliquant notamment la règle sans seuil minimum alors que le GAFI préconise une vérification accrue si le montant de la transaction dépasse USD 1'000). Fedpol relève également que l'application de la *Travel Rule* n'est pas encore généralisée au niveau international (seuls 35 états membres sur 135 ont à ce jour adopté cette règle), rendant l'industrie plus vulnérable au risque de blanchiment. Il est enfin noté que l'entrée en force du [règlement européen sur les marchés de crypto-actifs](#) (MiCA) et du statut de *crypto asset service provider* (CASP) devrait permettre à un nombre important de pays de s'aligner sur cette pratique (le standard européen prévoyant également un régime strict sans seuil minimum de transaction).

D'autres points méritent également l'attention. D'une part, Fedpol relève que la plupart des dénonciations au MROS ont été faites par des intermédiaires financiers n'étant pas eux-mêmes principalement actifs dans le domaine des actifs digitaux. Ce constat traduit une amélioration de la vigilance des intermédiaires financiers vis-à-vis des activités en lien avec les actifs digitaux. D'autre part, la plupart des dénonciations se fondent sur des soupçons éveillés à la suite des informations collectées par les intermédiaires auprès de tiers (prestataires spécialisés). C'est dire que les intermédiaires financiers comptent désormais sur une meilleure qualité d'information, notamment par l'utilisation d'outils permettant d'identifier des transactions ou des provenances de fonds douteuses. Ces deux constats doivent selon nous être accueillis favorablement en ceci qu'ils confirment que les actifs digitaux ont été efficacement intégrés dans la lutte contre le blanchiment. Fedpol relève toutefois que des efforts sont encore nécessaires pour permettre une prévention adéquate.

Le rapport conclut en proposant quatre mesures pour renforcer le dispositif actuel: (i) améliorer le niveau de données et de connaissances sur le secteur des actifs digitaux en Suisse; (ii) encourager

les intermédiaires financiers actifs dans le domaine des actifs digitaux à adopter un comportement de dénonciations au MROS plus proactif; (iii) renforcer les compétences, les ressources et les outils des autorités de surveillance, de répression et d'autres acteurs clés; (iv) participer activement aux initiatives internationales visant à harmoniser et à coordonner les normes et les pratiques. A noter que Fedpol ne préconise pas de modification législative en Suisse.

Ce rapport présente un intérêt certain pour les acteurs des marchés financiers. Il permet de mettre en lumière (i) l'adaptation nécessaires des mécanismes de lutte contre le blanchiment aux actifs digitaux et (ii) la potentielle exposition des intermédiaires financiers aux risques inhérents à cette industrie.

Il met également en lumière les problèmes pratiques liés à la *Travel Rule*, laquelle revient à n'autoriser que les transferts effectués entre intermédiaires financiers soumis à supervision – qui plus est, supervision **équivalente**. A juste titre selon nous, les intermédiaires suisses déplorent de se voir imposer un standard plus élevé, résultant en une difficulté pratique de traiter avec des intermédiaires financiers étrangers, ceux-ci n'étant pas soumis aux mêmes standards.

Enfin, le rapport attire utilement l'attention sur la nécessité pour les intermédiaires d'accroître leur vigilance, de mieux communiquer leurs soupçons et, dans un cadre plus général, de poursuivre des efforts d'harmonisation dans l'encadrement réglementaire international.



CENTRE DE DROIT
BANCAIRE ET FINANCIER

PLAN-CADRE D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

... POUR LES MEMBRES DU GSCGI

Le GSCGI offre à ses membres une couverture cadre d'assurance exclusive, négociée avec les assureurs ZURICH et LIBERTY. Ces deux assureurs sont nos partenaires exclusifs autorisés à présenter les couvertures des risques (ci-après) aux conditions préférentielles pour les Membres du GSCGI.

Ces couvertures étendues et complètes — Responsabilité civile professionnelle (RCPI) couvrant également les cas de médiation; Responsabilité des dirigeants (D&O); Assurance Fraude (FR); Assurance Cyber (AC) — offrent une sécurité accrue aux Gestionnaires de fortune et Conseillers financiers dans leur activité quotidienne. L'assurance professionnelle met les professionnels

à l'abri de situations inattendues et génératrices de conséquences financières parfois dévastatrices.

Pratiquement, les Membres pourront s'adresser au Secrétariat du GSCGI, ou à la Commission Assurances, pour obtenir tous les renseignements. Un formulaire/questionnaire spécifique du GSCGI a été édité pour obtenir les offres des assureurs, il figure sur le site web du Groupement et est donc à disposition des Membres. Il devra être complété par le gestionnaire de fortune et le Conseiller financier pour demander les offres avec la preuve de sa qualité de Membre et envoyé confidentiellement au courtier Patrimigest.

Le GSCGI n'a pas accès à ces informations.

COUVERTURES D'ASSURANCES

Responsabilité civile professionnelle (RCPI)

Elle couvre les actes fautifs commis par la société du gérant indépendant ou l'un de ses représentants en cas d'erreur, d'omission dans le cadre de l'activité professionnelle qui entraînerait un préjudice financier d'un tiers.

Les fautes les plus courantes sont:

- Mauvaise exécution d'un ordre
- Oubli d'un délai
- Non respect de la stratégie convenue
- Rupture abusive d'un crédit
- Défaut de conseil
- Délit de fraude fiscale

Qui est assuré?

- 1 L'institution financière et/ou ses filiales
2. Toutes les personnes physiques agissant dans l'exercice de leur fonction dans la société (salarié, stagiaire, dirigeant, administrateur)

Quelle est la couverture? L'assureur va payer:

- Les frais de médiation
- Les frais engagés pour la défense des assurés
- Les dommages et intérêts dus au lésé après jugement et condamnation
- Les réparations résultant d'un accord amiable (après acceptation de l'assureur)

Responsabilité des dirigeants (D&O)

En tant que dirigeant de votre entreprise, vous n'êtes pas à l'abri de revendications à titre personnel même s'il s'agit d'une erreur d'un employé. En effet, un lésé peut aller chercher une responsabilité personnelle vers le directeur ou l'administrateur de la société pour obtenir réparation du préjudice sur les biens propres du dirigeant.

Il peut vous être reproché une mauvaise décision ou de ne pas avoir pris une décision, d'avoir fait un choix stratégique contraire au but social, d'avoir effectué des investissements hasardeux, communication financière insuffisante ou erronée, manque de surveillance des dirigeants ou

d'une filiale. Font aussi partie les conflits du travail: licenciement abusif, discrimination, harcèlement.

Qui est assuré? Tous les dirigeants exécutifs et les administrateurs ainsi que leur famille directe.

Quelle est la couverture?

- Les frais engagés pour la défense des assurés à titre privé
- Les dommages et intérêts dus au lésé après jugement et condamnation
- Les réparations résultant d'un accord amiable (après acceptation de l'assureur)

Assurance Fraude (FR)

L'évolution technologique et économique des sociétés financières a beaucoup évolué et les risques au sein de ces entreprises aussi. Le risque de fraude devient élevé dans les services financiers surtout en fonction de l'importance croissante des équipements informatiques. L'infidélité et la malhonnêteté des employés sont aussi une source de fraude. L'usage intensif d'Internet fragilise les services en terme de risques de sabotage ou de terrorisme cybernétique. Des fraudes peuvent aussi être commises sur les marchés ou sur l'octroi des crédits.

Qui est assuré? L'entreprise

Couverture d'assurance: Une telle assurance a pour but de garantir les pertes subies par la société suite à la fraude:

1. Commise par un ou plusieurs employés y compris la fraude informatique et le transfert de fonds
2. Fraude informatique interne ou externe (hacking)
3. Frais de procédure et honoraires d'avocat

Assurance Cyber (AC)

Le risque cyber peut affecter l'activité des Gestionnaires de fortune indépendants et des Conseillers financiers.

Couvertures: Cyber-RC, restauration des données et des systèmes, gestion des crises & perte d'exploitation.

A.I. START-UPS FACE A ROUGH FINANCIAL REALITY CHECK

[...] Call it the end of the beginning of the A.I. boom. The A.I. revolution, it is becoming clear in Silicon Valley, is going to come with a very big price tag. And the tech companies that have bet their futures on it are scrambling to figure out how to close the gap between those expenses and the profits they hope to make somewhere down the line. [...]

[...] “You can already see the writing on the wall,” said Ali Ghodsi, chief executive of Databricks, a data warehouse and analysis company that works with A.I. start-ups. “It doesn’t matter how cool it is what you do — does it have business viability?” [...]

[...] While plenty of money has been burned in other tech booms, the expense of building A.I. systems has shocked tech industry veterans. [...]

[...] Investors have poured \$330 billion into about 26,000 A.I. and machine-learning start-ups over the past three years, according to PitchBook, which tracks the industry. That’s two-thirds more than the amount they spent funding 20,350 A.I. companies from 2018 through 2020. [...]

[The New York Times—Apr. 29, 2024—C.Metz, K.Weise and T.Mickle](#)

ARTIFICIAL INTELLIGENCE’S ‘INSATIABLE’ ENERGY NEEDS NOT SUSTAINABLE, ARM CEO SAYS

[...] AI models such as OpenAI’s ChatGPT “are just insatiable in terms of their thirst” for electricity, Haas said in an interview. “The more information they gather, the smarter they are, but the more information they gather to get smarter, the more power it takes.” [...]

[...] Without greater efficiency, “by the end of the decade, AI data centers could consume as much as 20% to 25% of U.S. power requirements. Today that’s probably 4% or less,” he said. “That’s hardly very sustainable, to be honest with you.” [...]

[The Wall Street Journal—Apr. 9, 2024—Peter Landers](#)

BOOMING AI DEMAND THREATENS GLOBAL ELECTRICITY SUPPLY

[...] Tech chiefs warn that power-hungry data centres are a bottleneck in developing artificial intelligence. [...]

[...] Billionaire Elon Musk said this month that while the development of AI had been “chip constrained” last year, the latest bottleneck to the cutting-edge technology was “electricity supply”. [...]

[...] Amazon, Microsoft and Google parent Alphabet are investing billions of dollars in computing infrastructure as they seek to build out their AI capabilities, including in data centres that typically take several years to plan and construct. [...]

[...] “Demand for data centres has always been there, but it’s never been like this,” said Pankaj Sharma, executive vice-president at Schneider Electric’s data centre division. US data centre electricity consumption is expected to grow from 4 per cent to 6 per cent of total demand by 2026, while the AI industry is forecast to expand “exponentially” and consume at least 10 times its 2023 demand by 2026, said the IEA. [...]

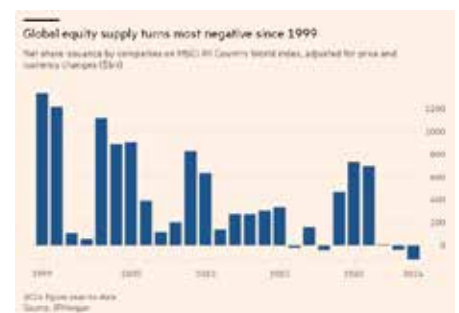
[...] The power supply issue has also fuelled concerns about the latest technology boom’s environmental impact. [...]

[Financial Times—Apr. 17, 2024—Camilla Hodgson](#)

GLOBAL SUPPLY OF EQUITIES SHRINKS AT FASTEST PACE IN DECADES

[...] The global supply of public equity is shrinking at its fastest pace in at least 25 years, as economic and geopolitical uncertainty weighs on new share sales while companies keep buying back large volumes of their own stock. [...]

[Financial Times—Apr. 5, 2024—J. Hughes and G. Steer](#)



A STRONG U.S. DOLLAR WEIGHS ON THE WORLD

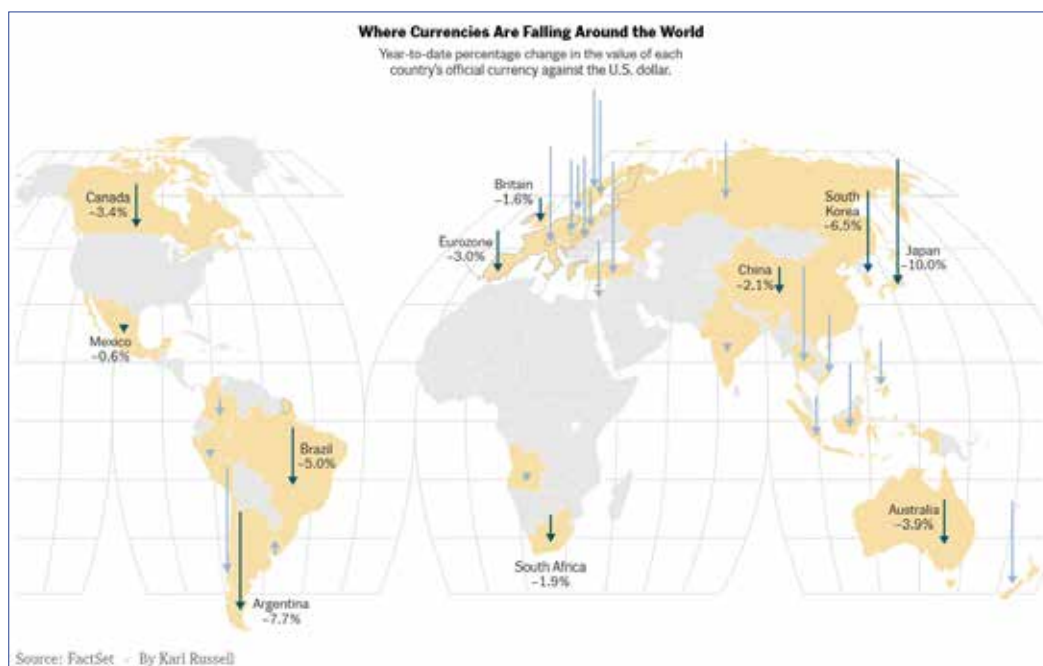
[...] Every major currency in the world has fallen against the U.S. dollar this year, an unusually broad shift with the potential for serious consequences across the global economy[...]

[...] Two-thirds of the roughly 150 currencies tracked by Bloomberg have weakened against the dollar, whose recent strength stems from a shift in expectations about when and by how much the Federal Reserve may cut its benchmark interest rate, which sits around a 20-year high. [...]

[...] "It has never been truer that the Fed is the world's central bank," said Jesse Rogers, an economist at Moody's Analytics. [...]

[...] The dollar is on one side of nearly 90 percent of all foreign exchange transactions. [...]

[The New York Times—Apr. 29, 2024—Joe Rennison and Karl Russell](#)



AMERICA'S ECONOMY IS NO. 1. THAT MEANS TROUBLE.

[...] Solid growth, big deficits and a strong dollar stir memories of past crises...

(1) In **1971**, high U.S. inflation and government deficits led to an overvalued dollar and trade deficits. After the Nixon administration imposed a 10% surcharge on imports, West Germany and Japan agreed to revalue their currencies against the dollar.

(2) In **1985**, the script repeated: Higher U.S. interest rates and budget deficits had driven up the dollar and trade deficit. At New York's Plaza Hotel that September, the Reagan administration persuaded Japanese and European officials to boost their currencies against the dollar. [...]

[...] Textbooks predict that a combination of tight

monetary and loose fiscal policy will suck in capital from overseas and drive up the dollar. That has often precipitated financial crises in emerging markets as exchange rates are devalued, governments default and banks fail. [...]

[...] The macroeconomic solution would be for the U.S. to stimulate its economy less and China to stimulate its economy more. Neither seems likely. And unlike in 1971 and 1985, when West Germany and Japan felt compelled to raise their currencies to mollify the U.S.—their ally and protector—China feels no such obligation. [...]

[...] The strong dollar might destabilize the international economy another way: through protectionism. [...]

[The Wall Street Journal—Apr. 25, 2024—Greg IP](#)

EST-IL OPPORTUN DE RÉINVESTIR SUR LES MARCHÉS CHINOIS?

Manuel de Acevedo—Associé Gérant—Stratégie Finance—Membre du GSCGI

Sur fond de ralentissement de la croissance économique du pays, la bourse chinoise représentée par l'indice Hang Seng, a chuté de près de 40% depuis 2021 alors que sur la période, l'indice S&P 500 aux Etats-Unis a augmenté de +36%. La question du rebond des actions chinoises se pose donc, d'autant que leur valorisation moyenne devient extrêmement attrayante.

L'an dernier, la croissance économique de la Chine a été décevante. Une situation qui s'est répercutée sur ses marchés financiers, mais également sur le secteur de l'immobilier. En effet, dans les grandes villes chinoises, les prix sont en forte baisse. De grands noms ont également mis la clé sous la porte, à l'image de Country Garden et d'Evergrande, alors même que le patrimoine des ménages est majoritairement orienté vers l'immobilier.

Un autre motif d'inquiétude pèse sur les marchés chinois: la position géopolitique du pays, que ce soit son rapprochement avec la Russie ou ses velléités concernant Taiwan. Cela peut expliquer une partie de l'aversion aux risques des investisseurs étrangers, notamment américains pour les actifs chinois, et alimenter leurs craintes des conséquences d'une éventuelle montée en puissance des conflits actuels.

Est-ce donc le bon moment pour investir dans les actions chinoises? Plusieurs signaux laissent à penser que la bourse chinoise pourrait repartir. En effet, le PIB du premier trimestre a augmenté de +5.3% en glissement annuel, dépassant sensiblement

les prévisions. De plus, le gouvernement vise une croissance économique d'environ 5% pour l'année, un objectif que de nombreux analystes jugent positif mais qui pourrait nécessiter davantage de mesures de relance. En effet, la consommation est à la peine au regard de la faiblesse des ventes au détail sur un an. Selon nous, le soutien à la consommation des ménages est donc la clé d'une croissance chinoise à nouveau équilibrée mais pour l'instant, il est difficile de voir des signes tangibles de la part du gouvernement.

Afin de faire face aux difficultés du secteur immobilier, le gouvernement chinois a multiplié les mesures de soutien grâce à de nombreux plans de relance mis en oeuvre depuis trois ans. Par ailleurs, la Chine envisagerait au cours des mois à venir de débloquer 2 000 milliards de yuans, soit l'équivalent d'environ 275 milliards de dollars, qui proviendrait de ressources détenues à l'étranger par des entreprises d'Etat.

Les sommes ainsi collectées permettraient d'alimenter un fonds de stabilisation, en vue d'acquérir des actions chinoises sur la place boursière de Hong-Kong. L'objectif est de relancer les marchés financiers, ce qui pourrait se traduire par une remontée des cours.

S'il y a donc un réel renversement de tendance pour les actions chinoises, ce ne sera pas selon nous, avant le 4ème trimestre de cette année.



STRATEGIE FINANCE S.A.

NAVIGATING THE 2024 BITCOIN HALVING: IMPLICATIONS AND INSIGHTS

CRYPTO FINANCE—Membre du GSCGI

With April 2024 almost behind us, the digital asset community is reflecting on the upcoming bitcoin halving event with a mix of excitement and contemplation. The event, marked by the reduction of mining rewards from 6.25 to 3.125 BTC, will unfold, signalling once again the deflationary nature of bitcoin. Its occurrence carries profound implications, reshaping market dynamics and prompting investors to adjust their strategies in response to the altered reward structure.

What Is the Bitcoin Halving?

The bitcoin halving is a scheduled event that occurs approximately every four years (every 210,000 blocks, to be exact). This event is built into the bitcoin protocol to reduce the rate at which new bitcoins are created. It effectively halves the reward that miners receive for adding new blocks to the bitcoin blockchain. Initially, the reward was 50 bitcoins per block; it was first halved to 25 in November 2012, then to 12.5 in July 2016, and in the most recent halving to 6.25 in May 2020. The fourth halving event will take place tomorrow, 20 April 2024, and will reduce the mining reward to 3.125 bitcoins per block.

This reduction not only emphasises bitcoin's scarcity but also reinforces its value proposition as a decentralised digital asset. Consequently, the impending bitcoin halving attracts significant attention from participants across the digital asset ecosystem, as they anticipate its impact on price volatility, miner profitability, and overall market sentiment. This reduction in rewards aligns with bitcoin's deflationary monetary policy, gradually decreasing the rate of new bitcoin creation until it reaches the maximum cap of 21 million coins. It is estimated that the last bitcoins (or satoshis at that point) will be mined around the year 2140. Currently, approximately 19.7 million bitcoins have been mined,

leaving about 1.3 million left to be mined and gradually put into circulation over the next 115 years. It is also important to note that common estimates suggest that between 3 and 4 million bitcoins are likely to be lost and out of circulation. Some of the factors contributing to lost bitcoins can be forgotten wallets, lost keys, hardware failures, undisclosed deaths, and transfers to wrong addresses. The inclusion of the halving events in the bitcoin protocol from the very beginning indicates that it was always intended to be a deflationary currency (with a fixed cap), making it attractive as a long-term store of value.

History

Throughout bitcoin's history, halving events have consistently preceded bullish trends, triggering significant price surges and revitalising the crypto market. However, the 2024 halving occurs amidst unprecedented institutional adoption, regulatory shifts, and a global economy increasingly intertwined with digital assets.

What Sets this Halving Apart?

The 2024 bitcoin halving distinguishes itself in several key aspects:

- ➔ **All-time High Before the Halving:** Bitcoin reached a new all-time high in March 2024, over a month before the expected fourth halving event. However, in all previous cycles, the halving event always occurred a few months before bitcoin reached a new all-time high. Does this mean that the investors have a better understanding of how bitcoin works? Is the halving already "priced in"? Only time will tell. What we do know is that past performance is not indicative of future results, and perhaps this cycle is different from others.

NAVIGATING THE 2024 BITCOIN HALVING: IMPLICATIONS AND INSIGHTS

CRYPTO FINANCE—Membre du GSCGI

➔ **Bitcoin ETFs in the US:** A major milestone for bitcoin and the digital asset industry as a whole this year has been the approval of spot bitcoin ETFs. So far, the launch of the spot bitcoin ETFs has been a success. Nearly USD 60 billion in assets are managed across the 11 funds, with all ETF funds experiencing net inflows, with the exception of Grayscale's GBTC. The latter has in fact experienced gradual outflows, likely linked to the very high fees it charges, leading to users opting to move to another fund. Cumulative volume has reached over USD 200 billion in the first three months since the launch. Despite the heavy outflows, Grayscale's GBTC remains the largest ETF by assets under management (around USD 22.1 billion), ahead of Blackrock's IBIT (around USD 18.7 billion) and Fidelity's FBTC (around USD 10.7 billion).

Data taken from Blockworks' Bitcoin ETF tracker and The Block's Bitcoin ETFs dashboard.

➔ **Institutional Engagement:** The level of institutional interest and involvement in bitcoin has escalated significantly leading up to the most recent halving. Unlike previous halvings, where retail investors dominated the market sentiment, the influx of institutional players through bitcoin ETFs, corporate investments, and the adoption of bitcoin as a treasury reserve asset by public companies has amplified the halving's impact. These institutional inflows could inject substantial liquidity into the market and potentially mitigate some of the volatility historically associated with halving events.

➔ **Technological Progression:** Innovations within mining technology and the broader blockchain ecosystem have accelerated, presenting both new opportunities and challenges for miners in the post-halving landscape. Unlike previous halvings,

where mining primarily relied on traditional hardware, advancements such as more energy-efficient ASICs (Application-Specific Integrated Circuits) or novel consensus mechanisms like Proof of Stake could redefine the cost-benefit analysis for miners. This could lead to shifts in mining concentration, network security dynamics, and overall efficiency, influencing bitcoin's resilience post-halving.

➔ **Global Economic Dynamics:** Economic uncertainty and concerns over inflation have intensified in the wake of the most recent halving, making bitcoin's digital scarcity increasingly attractive to investors seeking alternative stores of value. The macroeconomic backdrop, characterised by unprecedented monetary stimulus measures and geopolitical tensions, could further solidify bitcoin's role as a contemporary "digital gold". Unlike previous halvings, where bitcoin's status as a hedge against economic instability was still nascent, the current halving occurs amidst growing recognition of bitcoin's potential as a safe-haven asset, potentially driving stronger demand and price appreciation.

➔ **Regulatory Environment:** Regulatory clarity and acceptance of digital assets have evolved significantly since the last halving. Governments and regulatory bodies are increasingly engaged in crafting frameworks to govern the crypto industry, with some jurisdictions offering more favourable conditions for bitcoin adoption and innovation. Conversely, regulatory crackdowns or stringent measures could pose challenges for bitcoin's growth post-halving. Unlike previous halvings, where regulatory uncertainty loomed large, this halving takes place amidst a more defined regulatory landscape, shaping market participants' expectations and behaviour.

NAVIGATING THE 2024 BITCOIN HALVING: IMPLICATIONS AND INSIGHTS

CRYPTO FINANCE—Membre du GSCGI

➔ **Environmental Concerns:** Growing awareness of environmental sustainability has heightened scrutiny over bitcoin's energy consumption and carbon footprint. Unlike previous halvings, where environmental considerations were less prominent, the 2024 halving occurs amidst escalating concerns over climate change and corporate responsibility. Innovations in sustainable mining practices or shifts towards greener consensus mechanisms could emerge as critical factors post-halving, shaping bitcoin's long-term viability and adoption.

Conclusion: Bitcoin, an Attractive Asset

In navigating this transformative phase, investors must exercise vigilance, balancing potential gains with market volatility. Diversification, thorough research, and monitoring global economic indicators

are crucial for seizing opportunities while managing risks. As explained in our Outlook 2024 report, bitcoin appears poised for growth throughout the year. Indeed, the combination of the much-anticipated halving event and the popularity of spot bitcoin ETFs in the US makes bitcoin an attractive asset for investment, portfolio diversification, and for gaining exposure to potential bitcoin-related upside movements, sparking discussions around long-term financial planning and digital asset integration.

The 2024 bitcoin halving transcends mere technical adjustments, symbolising a pivotal juncture in digital finance's evolution. By engaging in insightful discourse and embracing the possibilities it presents, we can collectively pave the way towards a more inclusive and resilient financial future.



Navigating the 2024 Bitcoin Halving



10-YEAR U.S. TREASURY YIELD INDEX—STALLING SOON, READY FOR A DECLINE?

Bruno Estier Strategic Technicals—<http://bruno.estier.net/>—bruno.estier@bluewin.ch

Here we propose the view of the declining US 10-year Treasury Yield from now into the Fall based on the analysis of two charts: a monthly chart since 2007 and a weekly chart since May 2022. As a chart is worth a thousand words, the readers are asked to

use their eyes to integrate both time horizons. To help you, comments have been made for each chart, where we hide our conclusion. With a little market experience, a true piece of cake! Right?

Source of data:

Stockcharts.com

Analysis by BEST



Chart 1: 10-Year U.S. Treasury Yield Index, Monthly

In monthly candlesticks with a 20-month moving average surrounded by two narrowing Bollinger Bands (3.25% and 4.75%). Also, the green bullish rising Ichimoku Cloud, is currently near 2.0%, and is well below the rising 40-month MA (2.95%).

Upper panel: the spread between the 10-year US Treasuries minus the 1-year in (black line) is still below, but rising toward zero, and the US\$ Index is in a narrow range for the last 15 months (orange dotted line).

Lower panel: the momentum indicator Slow Stochastic which recently crossed up, while the MACD has just re-crossed down after displaying a bearish divergence during 2023. Given the top in 2007 near 5.31% and the price rise from 2020, expect the 10-year US Treasury Yield to top within a developing triangle pattern for many months before resuming its secular uptrend. Have a look at the weekly chart as well. (next page).

This information is being provided to you solely for your information, as an example of theoretical technical analysis and coaching. It does not constitute a recommendation to purchase or sell any security. Neither this document and its contents, nor any copy of it, may be altered in any way. This document is not directed to, or intended for distribution to, or use by any person or entity of any jurisdiction where such distribution, publication or use would be unlawful.

10-YEAR U.S. TREASURY YIELD INDEX—STALLING SOON, READY FOR A DECLINE?

Bruno Estier Strategic Technicals—<http://bruno.estier.net/>—bruno.estier@bluewin.ch

The weekly chart in comparison to the monthly chart suggests the 10-year US Treasury Yield is likely to stall below the strong resistance area of 4.80-5.20% and lead to a slow decline until the Fall.

Source of data:

Stockcharts.com

Analysis by BEST



Chart 2: 10-Year U.S. Treasury Yield Index, Weekly

In weekly candlesticks with a 20-week moving average surrounded by two expanding Bollinger Bands (3.77% and 4.68%). Also, the Ichimoku Cloud should offer support near 4.40-4.20 between May and September, while the rising 40-week MA lies in the middle of the cloud at 4.32%.

Upper panel: the spread between the 10-year US Treasuries minus the 1-year in (black line) is still below, but rising toward zero, and the US\$ Index is in a narrow range for the last 15 months (brown dotted line).

Lower panel: the momentum indicator Slow Stochastic is about to signal a bearish divergence which would call for a slow decline until September, while the flat MACD is barely positive, thus confirming a lack of upward momentum in 2024.

EPILOGUE—My purpose is to make clear in a subliminal way that integrating Time horizon is an art and I would be very happy that anyone would come back by saying “but there are contrary signals in these two charts.” It is a matter of priority between the short-term and the long-term time horizon or, in other terms, a matter of which cycle is exerting more influence. Any questions? Get in touch.

This information is being provided to you solely for your information, as an example of theoretical technical analysis and coaching. It does not constitute a recommendation to purchase or sell any security. Neither this document and its contents, nor any copy of it, may be altered in any way. This document is not directed to, or intended for distribution to, or use by any person or entity of any jurisdiction where such distribution, publication or use would be unlawful.

KONFERENZ—SPHERE—ZÜRICH—BAUR AU LAC—30. Mai 2024—8:30 Uhr bis 14:00 Uhr



Partner der Veranstaltung

EINLADUNG

Sustainable Solutions Week 2024

5. Ausgabe

Konferenz in Zürich

30. Mai 2024, Baur au Lac

By SPHERE, the Swiss Financial Arena

**online-anmeldung
KLICKEN SIE HIER**

- Nachhaltiges Anlegen in der Schweiz: Was bedeuten die neuen Vorschriften für die Anleger und die Kunden?
- Nachhaltigkeit in der Vermögensverwaltung: Was gilt es zu beachten, wo sind die Herausforderungen beim Portfolio-Aufbau?
- Welche Rolle spielen Pensionskassen in der Nachhaltigkeit und wie setzen die sie die Ziele um?
- Private Equity Investitionen – Von Sustainability to Impact

Vollständiges Programm unter www.sphere.swiss

Diese Einladung unterliegt den folgenden Bedingungen

Ihre Teilnahme ist KOSTENLOS, wenn Sie in eine der folgenden Kategorien fallen: unabhängige Vermögensverwalter, Family Offices, Anlageverantwortliche und ESG-Experten in Banken, Pensionskassen und bei institutionellen Anlegern. Ihre Teilnahme ist GEBÜHRENPFLICHTIG, wenn Sie nicht in eine dieser Kategorien fallen. Es wird eine Anmeldegebühr von CHF 540,50 inkl. MwSt. erhoben. Um sich anzumelden, klicken Sie auf die untenstehende Anmeldetaste, wählen Sie Ihr Ticket entsprechend Ihrem Profil aus und füllen Sie die erforderlichen Informationen aus. **Weiterbildung: Für Mitglieder der Schweizerischen Kammer der Pensionskassen-Experten (SKPE) gelten folgende Weiterbildungsregelungen: 1 Credit Point/Teilnahmestunde.**

SPHERE

Programme, Conditions de participation & Inscription:

<https://sphere.swiss/sustainable-solutions-week-zurich-2024/>

**Le Groupement est partenaire de cette conférence
à Zürich et à Genève.**

CONFÉRENCE—SPHERE—GENÈVE—ESPACE FERT—Vendredi 31 Mai 2024—08h30/14h00



Partenaire de l'événement

INVITATION

Sustainable Solutions Week 2024

5^e édition

Conférence à Genève
31 mai 2024, Espace Fert

By SPHERE, the Swiss Financial Arena

inscription
CLIQUEZ ICI

- L'ESG en Suisse - de la conformité à l'action, quelles sont les prochaines étapes ?
- Gestionnaires de fortunes : comment construire un portefeuille ESG dans l'idéal ?
- Comment les caisses de prévoyances peuvent-elles aborder le Swiss Stewardship Code, quels défis et quels bénéfices ? Comment peuvent-elles avancer dans l'élaboration d'objectifs Net Zero ?

Découvrez le programme complet à cette adresse www.sphere.swiss

Cette invitation est soumise aux conditions suivantes

L'événement est réservé aux professionnels de la finance. La participation est gratuite pour les gestionnaires de fortunes indépendants, family offices, investisseurs qualifiés, décideurs d'investissement et experts ESG dans les banques, investisseurs institutionnels. La participation est payante pour les personnes n'entrant pas dans ces catégories. Des frais d'inscription de CHF 540,50 (TVA incluse) sont appliqués. Pour vous inscrire, cliquez sur le bouton d'inscription ci-dessus, sélectionnez votre ticket selon votre profil et complétez les informations requises.

Des **Crédit Points formation continue** seront alloués aux membres de la **Chambre Suisse des Experts en Caisse de Pensions CSEP**: 1 Crédit Point/heure de participation.

SPHERE

Programme, Conditions de participation & Inscription:

<https://sphere.swiss/sustainable-solutions-week-geneva-2024/>

Le Groupement est partenaire de cette conférence
à Zürich et à Genève.

GSCGI—GE: 24 JUIN 2024—11H30/14H00—FAIRMONT GRAND HOTEL GENEVA

INVITATION / INSCRIPTION

Déjeuner-conférence 24 Juin 2024

Nous avons le plaisir de vous inviter, avec vos collègues et ami(e)s à notre prochain déjeuner-conférence qui aura lieu à Genève, avec la **participation exceptionnelle** du:



**OBERSON
ABELS**

Prof. Dr. Xavier OBERSON

Associé, OBERSON ABELS SA, Genève
Associé, Oberson Avocats, Genève (1992-2016)
www.obersonabels.com



Le thème très actuel suivant, de grand intérêt pour les conseils en gestion indépendants, les gestionnaires de fortune indépendants, les gestionnaires de fonds d'investissements et les analystes financiers, ainsi que tout acteur de la place financière suisse en général, sera présenté:

TAXING ARTIFICIAL INTELLIGENCE

PROGRAMME

Date **Jeudi, 24 Juin 2024**
LIEU Fairmont Grand Hotel Geneva, Quai du Mont-Blanc 19, Genève, Suisse
11h30 Enregistrement & networking cocktails
12h00 Conférence & Session Q&A
13h00 Buffet
14h00 Fin de conférence

Prière de vous inscrire avant le mardi, 18 Juin 2024, 'online' ou par email: secretariat@gscgi.ch

* * *

24 Juin 2024/Genève—Présentation—Prof. Xavier Oberson—Edude d'Avocats Oberson Abels.

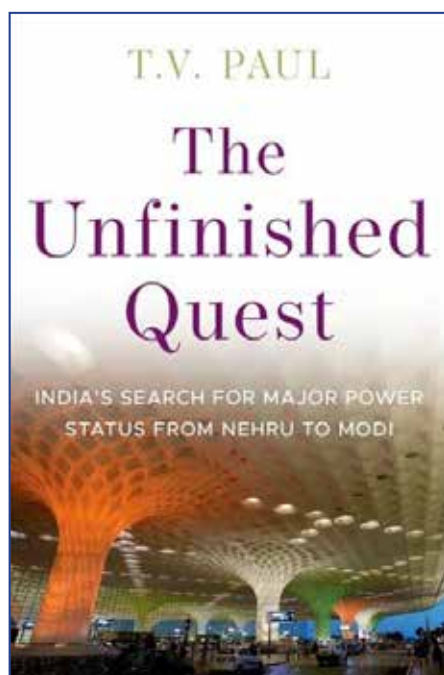
* * *

Réservez cette date!

Les thèmes de Conférence sont communiqués par invitation et sur le site du Groupement — www.gscgi.ch

Non-Membres bienvenus — Inscrivez-vous!

THE UNFINISHED QUEST: INDIA'S SEARCH FOR MAJOR POWER STATUS FROM NEHRU TO MODI, *by Professor T.V. Paul*



'The Unfinished Quest' Review: India's Path to Global Power

Until recently, India didn't see itself as a great power in the traditional mode. Now it wants to establish a leading role in the world order.

Charles de Gaulle once remarked that India would always be a potential great power. It was a two-edged comment, suggesting both the latent strength of India and the idea that it would never be fully realized. This sense of India as a nation forever "becoming" great but never being so has persisted over time. A decade ago, the London-based political scientist Harsh Pant noted that, to many, India was "on the cusp" of achieving "great power status," though he added that he was himself skeptical, believing the moment to be still some way off.

In "The Unfinished Quest," T.V. Paul—a professor at McGill University and a widely recognized authority on the Subcontinent and on "rising powers"—takes up the theme. His own quest to discover India's destiny,

as a major power or "merely" an aspiring one, is both instructive and stimulating.

Much has happened since de Gaulle's era. India has grown to be the fifth largest economy in the world and the fourth highest military spender, recently surpassing the U.K. in both categories. The feeling that India should reconnect with its glorious past—whether the Hindu greatness of ancient times or the greatness of the Muslim Mughal Empire—has intensified.

"We must work as one society with one purpose in one direction," Prime Minister Narendra Modi has stated, "to regain the rightful position of India in the world order. In the past, our country had that place." Such statements reinforce India's desire—voiced many times over the years—for a permanent seat on the United Nations Security Council. As Mr. Paul notes, modern India was twice left behind in the great-power races. First, in 1945 when it was denied a seat alongside the U.S., Britain, France, the Soviet Union and China on the U.N. Security Council ... Second, in 1968, when the Nuclear Non-Proliferation regime institutionalized the superiority of the "Permanent Five" and lumped India in with the rest of the world as a country not entitled to develop atomic weaponry. Both exclusions were taken as a slight and grated on national pride.

ABOUT THE AUTHOR

T.V. Paul is James McGill Professor of International Relations in the Department of Political Science at McGill University, Montreal and a Fellow of the Royal Society of Canada. He served as the President of the International Studies Association (ISA) for 2016-17. He is also the Founding Director of the Global Research Network on Peaceful Change (GRENPEC). Paul is the author or editor of 22 books, co-editor of 4 special journal issues, and author of over 80 scholarly articles and book chapters in the fields of International Relations, International Security, and South Asia.

His books include *Restraining Great Powers: Soft Balancing from Empires to the Global Era* (Yale University Press, 2018); *The Warrior State: Pakistan in the Contemporary World* (Oxford University Press, 2013); *Globalization and the National Security State* (with Norrin M. Ripsman, Oxford University Press, 2010); *The Tradition of Non-Use of Nuclear Weapons* (Stanford University Press, 2009); and *India in the World Order: Searching for Major-Power Status* (with Baldev Raj Nayar, Cambridge University Press, 2002).

He is the lead editor of *The Oxford Handbook of Peaceful Change in International Relations* (Oxford University Press, 2021). Paul currently serves as the editor of the Georgetown University Press book series, *South Asia in World Affairs*.

Is the currently stronger U.S. Dollar Index a harbinger of future crises?

Cosima F. Barone—FINARC SA—Membre du GSCGI



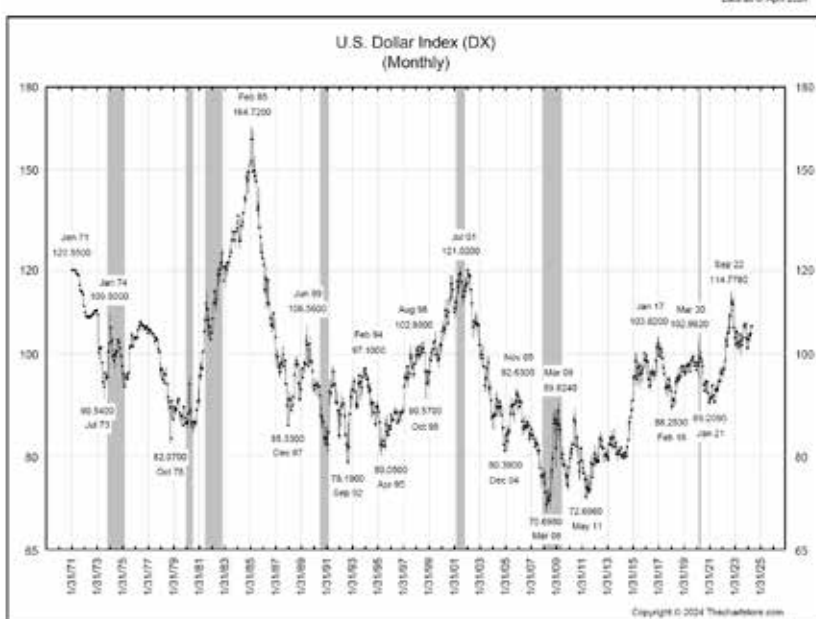
On his [WSJ article a/o April 25, 2024](#), the author, Greg IP, inferred that ... *"Solid growth, big deficits and a strong dollar stir memories of past crises"*. In particular, he mentioned 1971 and 1985 (see details in the article and on page 24 /bottom article) as the most inspiring at the moment.

Those two major crises are well illustrated in the historic graph (1913 to present - log scale - top left) of the Swiss Franc versus the U.S. Dollar.

Seasoned analysts may remember the effect of the U.S. Dollar "forced" devaluation in 1971 and 1985 in particular.

May it happen again?

Yes, indeed, because (a) a strong U.S. Dollar may significantly destabilize the international economy, and (b) the U.S. Dollar continues to be on *"one side of nearly 90% of all foreign exchange transactions"*.



The historic U.S. Dollar Index (1971 to April 2024 - log scale - graph on left) is computed using a trade-weighted geometric average of six currencies:

- Euro - 57.6%
- Japanese Yen - 13.6%
- British Pound - 11.9%
- Canadian Dollar - 9.1%
- Sweden Krona - 4.2%
- Swiss Franc - 11.9%.

Historical Graphs are courtesy of: www.thechartstore.com

GROUPEMENT SUISSE DES CONSEILS EN GESTION INDÉPENDANTS

GROUPEMENT SUISSE DES CONSEILS EN GESTION INDÉPENDANTS G S C G I

A GROUP OF SWISS IFAs
CARING ABOUT PRINCIPLED PROFESSIONALISM
AND
UNBIASED DEDICATION TO CUSTOMERS' NEEDS

GROUPEMENT SUISSE DES CONSEILS EN GESTION INDÉPENDANTS

secretariat@gscgi.ch—www.gscgi.ch—wealthgram@gscgi.ch

7, rue François Versonnex—1207 Genève—Tel. +41 (0) 22 736 18 22

All you need
to know, about
investing and
the regulatory
environment,
brought to you
monthly by...
“The IFA's
WEALTHGRAM”

